

Les entreprises finlandaises semblent toutefois se sentir à l'aise au Canada, car plus de 80 d'entre elles y ont fait d'importants investissements, créant de l'emploi pour plus de 6 000 Canadiens.

Parmi les pays membres de l'OCDE, le Canada est l'un des plus tributaires du commerce. Plus de 30 % de son PNB résultent du commerce extérieur, et un emploi sur trois au Canada en dépend.

Nous, au Canada, croyons fermement que, dans un monde de plus en plus interdépendant, la meilleure façon d'accroître et de développer l'économie de l'avenir consiste à amplifier et à libéraliser les échanges internationaux.

Le mois dernier à Genève, j'ai proposé une stratégie qui aboutirait à la création d'une organisation mondiale du commerce. J'ai eu l'occasion d'en reparler avec mes homologues lors de la réunion informelle des ministres du Commerce tenue à Puerto Vallarta, au Mexique.

J'ai fait valoir, à Genève et à Puerto Vallarta, que le Canada considère cette initiative comme étant essentiellement subordonnée à l'obtention de résultats importants sur le fond des négociations commerciales multilatérales.

Un mécanisme efficace de règlement des différends serait la pièce maîtresse d'une bonne organisation mondiale du commerce. Un tel mécanisme éliminerait les retards et les blocages propres aux décisions des groupes spéciaux du GATT en prévoyant un système d'examen par groupe spécial ainsi qu'une procédure de réexamen. Il s'inspirerait de l'expérience acquise sous le régime de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

Le mois dernier, le ministre Salolainen et moi avons aussi eu l'occasion de prendre la parole à la réunion de Bonn sur la coopération économique en Europe. L'aspect peut-être le plus remarquable de cette conférence extraordinairement réussie a été le passage de l'affrontement d'hier à l'apparition d'une cause commune pour l'avenir.

Cette heureuse convergence entre les pays participant à la CSCE ouvre toute grande la porte à une nouvelle Europe. Le Canada, depuis longtemps partenaire de l'Europe et membre de la CSCE, est pleinement engagé envers ce qui, à mon avis, sera la seconde renaissance de l'Europe.

Le Canada sait à quel point les pays membres de l'AELE aident les économies en transition et appuient les efforts de l'AELE et de la CE pour libéraliser leurs relations commerciales par l'aménagement d'un Espace économique européen.